

PREFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

Châteauroux, le 21 septembre 2012

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES - CARRIERES

Société SABLIERES DE CIRON

CIRON

Objet : poursuite de l'exploitation d'une carrière de sables
et graviers

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de l'Indre**

Le présent rapport a pour but d'examiner la demande présentée par la société SABLIERES DE CIRON en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de CIRON au lieu-dit « La Pièce des Cormiers ».

1. SITUATION ADMINISTRATIVE

L'exploitation de la carrière a donné lieu aux actes administratifs suivants :

- **arrêté préfectoral n° 92-E-1369 du 23 juin 1992** autorisant l'exploitation de la carrière pour une durée de 20 ans sous le régime du code minier. Cet arrêté a été notifié à la société SABLIERES DE CIRON et l'autorisation portait sur une superficie totale de 14 ha 19 a 59 ca.
- **arrêté préfectoral complémentaire n° 99-E-1678 du 21 juin 1999** fixant le montant des garanties financières à constituer pour la remise en état de la carrière en cas de défaillance ou disparition juridique de l'exploitant. Cet arrêté a été abrogé par l'arrêté de changement d'exploitant du 13 juillet 2004.
- **arrêté préfectoral n° 2004-E-2412 du 13 juillet 2004** portant transfert de l'autorisation d'exploiter au profit d'une nouvelle société SABLIERES DE CIRON. La société initiale SABLIERES DE CIRON a été absorbée le 1^{er} août 2003 par la société BETON de CIRON (modification non portée à la connaissance du préfet) qui a revendu l'activité d'exploitation de la carrière le 4 novembre 2003 à la nouvelle société.
- **procès verbal de récolement partiel du 17 juillet 2008** établi par l'inspection des installations classées suite à la remise en état de terrains exploités.

La carrière peut être actuellement rangée sous la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées :

2510-1 – Autorisation – Exploitation de carrières

2. PRESENTATION DE LA CARRIERE

La carrière, créée en 1973, est située au lieu-dit « la Pièce des Cormiers » le long de la route départementale 151.

Un plan de localisation est annexé au présent rapport.

Compte tenu des parcelles exploitées et remises en état depuis cette date, l'autorisation actuelle accordée par l'arrêté du 23 juin 1992 porte sur les parcelles cadastrées section AY n° 292 et 295 représentant une superficie totale de 10 ha 13 a 99 ca.

La société SABLIERES DE CIRON est propriétaire des terrains.

Les garanties financières pour la remise en état sont actuellement constituées par un acte de cautionnement établi le 25 août 2009 et valable jusqu'au 14 juin 2014 (montant cautionné 50 852,47€).

L'extraction est réalisée à sec en un seul gradin de hauteur 8 mètres, la profondeur maximale d'extraction étant limitée à 9 mètres.

La production maximale autorisée est fixée à 50 000 tonnes par an par l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2004

Le sable extrait est transporté vers l'installation de lavage criblage que la société SABLIERES DE CIRON exploite à CIRON 10, route de Lignac à 1 km environ de la carrière.

Le matériau extrait est destiné aux chantiers locaux de maçonnerie.

Concernant la remise en état en fin d'exploitation, l'arrêté préfectoral du 23 juin 1992 prescrit :

- le raccordement de l'excavation résiduelle aux terrains avoisinants par des terrains en pente douce (30° maxi) ;
- le nivellement du fond de fouille et des abords ;
- la remise en place de terres végétales sur les terrains ainsi reprofilés ;
- la restitution à la culture des terrains exploités.

3. PRESENTATION DE LA DEMANDE

La demande d'autorisation de poursuivre l'exploitation est présentée par la société SABLIERES DE CIRON SAS représentée par son président, Monsieur Daniel GALLAUD, et dont le siège social est sis 10, route de Lignac 36300 CIRON.

La production au cours des six dernières années (25 000 tonnes par an en moyenne dont 17 000 tonnes en 2011) ayant été inférieure à la production annuelle initialement prévue, la totalité du gisement n'a pas pu être extraite et il reste en partie Est de la carrière une superficie de 37 a à exploiter soit une quantité de matériau en place de 30 000 m³ (45 000 tonnes environ).

La société SABLIERES DE CIRON sollicite donc une prolongation de l'autorisation d'exploiter de deux ans, dont six mois pour la remise en état finale des terrains, qui lui permettrait de terminer l'extraction du gisement.

Il ressort de la demande présentée que :

- l'environnement immédiat du site n'a pas subi de modifications telles que des constructions nouvelles par exemple ;
- les conditions d'exploitation et de remise en état des terrains exploités ne seront pas modifiées
- la poursuite de l'exploitation pendant deux années supplémentaires n'entraînera pas d'impacts supplémentaires (bruit, trafic,).

la société SABLIERES DE CIRON a par ailleurs joint à sa demande :

- l'avis favorable du maire de CIRON (avis du 13 mars 2012) ;
- un nouveau calcul du montant des garanties financières en fonction de l'état d'avancement de l'exploitation et des 2 années supplémentaires sollicitées.
Le mode de calcul n'appelle pas de remarque de notre part. les montants doivent toutefois être actualisés en fonction de l'évolution de l'indice TP 01.
- le plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées générés par l'exploitation de la carrière tel qu'il est exigé par l'article 16 bis de l'arrêté ministériel

du 22 septembre 1994 modifié. Ce plan n'appelle pas de remarques particulières de notre part.

4. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

La prolongation sollicitée permettra de terminer l'extraction du gisement et d'obtenir une remise en état finale correspondant au dossier initial de demande d'autorisation.

Cet modification n'entraînera pas de modification des conditions d'exploitation et de remise en état des terrains exploités initialement définies et ne constitue pas au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement une modification substantielle justiciable d'une nouvelle demande d'autorisation.

Cette interprétation résulte de la circulaire ministérielle du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles dont l'annexe précise que pour les carrières, une légère prolongation de la durée d'exploitation dans la limite de la capacité d'extraction de matériaux autorisée n'est pas un renouvellement et ne constitue pas une modification substantielle dans la mesure où les impacts du fonctionnement de l'installation pendant cette prolongation sont compensés par un moindre impact pendant la durée de l'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible.

L'inspection des installations classées n'a pas de remarques particulières à formuler et émet un avis favorable à la prolongation de l'autorisation sollicitée sous réserve du respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux d'autorisation du 23 juin 1992 et du 13 juillet 2004 et de celles du projet joint au présent rapport et comportant une actualisation du montant des garanties financières à constituer.

5. CONCLUSION

Nous proposons donc à Monsieur le préfet de l'Indre d'autoriser la société SABLIERES DE CIRON à poursuivre jusqu'au 23 juin 2014 l'exploitation d'une carrière de sables et graviers située sur le territoire de la commune de CIRON au lieu-dit « la Pièce des Cormiers ». Les travaux d'extraction devront cesser au plus tard le 31 décembre 2013 pour permettre de finaliser la remise en état des terrains avant l'échéance de l'autorisation proposée.

Un projet de prescriptions en ce sens est joint au présent rapport et l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites doit être préalablement recueilli en application de l'article R. 515-1 du code de l'environnement.

